

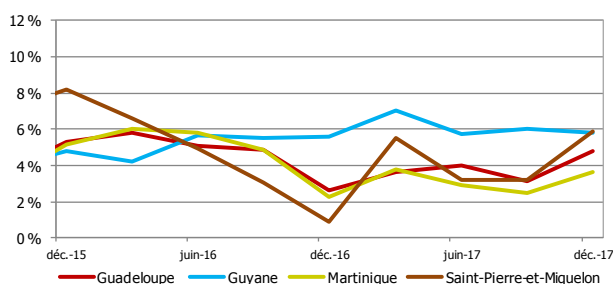


Tableau de bord des indicateurs monétaires et financiers au 31 décembre 2017 dans les DOM

ÉVOLUTION GLOBALE

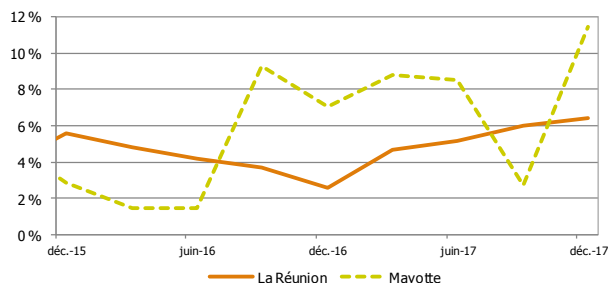
1. Les encours globaux de crédits

Évolution des encours de crédits totaux dans les DFA
(en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Indien
(en glissement annuel)



Source : SURFI

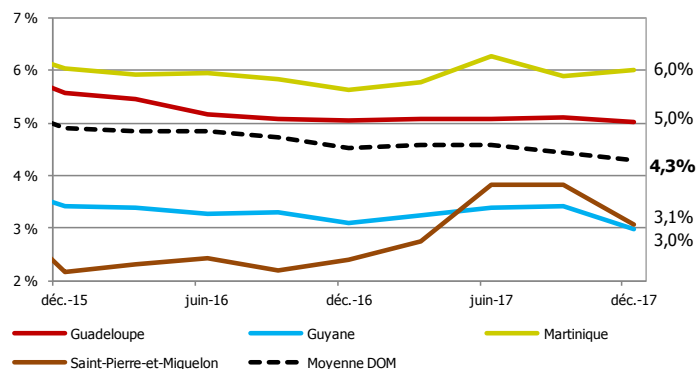
Au 31 décembre 2017	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe	10 289	4,8 %
Guyane	3 372	5,8 %
Martinique	9 729	3,6 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	188	5,9 %
Total DFA	23 578	4,5 %

Au 31 décembre 2017	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Mayotte	1 120	11,4 %
La Réunion	21 948	6,4 %
Total océan Indien	23 068	6,7 %

Au 31 décembre 2017	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Total DOM	46 646	5,5 %

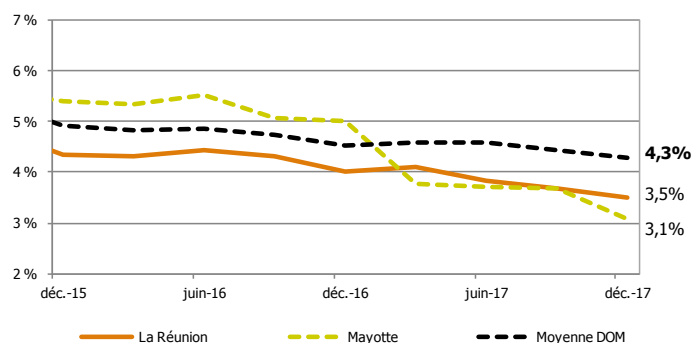
2. L'évolution de la sinistralité*

Évolution du taux de créances douteuses dans les DFA



Source : SURFI

Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Indien



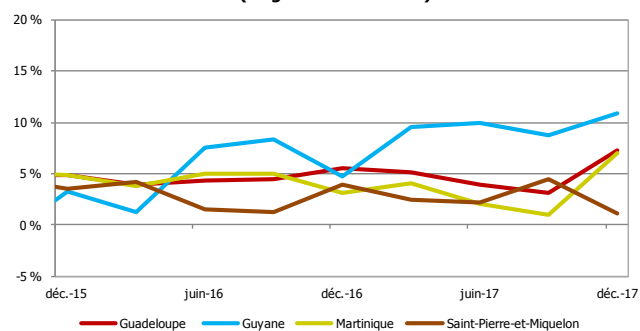
Source : SURFI

* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

3. L'évolution des actifs financiers*

Par géographie

Évolution des actifs financiers dans les DFA
(en glissement annuel)

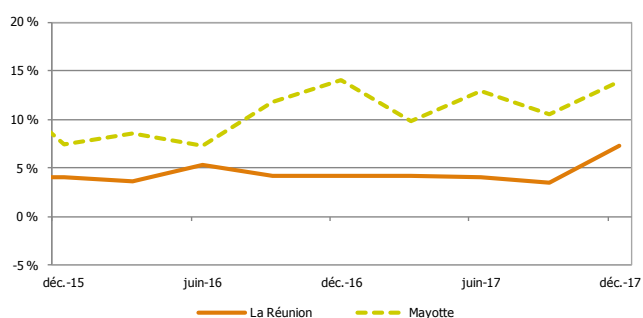


Source : SURFI

Au 31 décembre 2017

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe	9 071	7,3 %
Guyane	1 942	10,9 %
Martinique	7 957	7,0 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	229	1,1 %
Total DFA	19 199	7,4 %

Évolution des encours des actifs financiers dans l'océan Indien
(en glissement annuel)



Source : SURFI

Au 31 décembre 2017

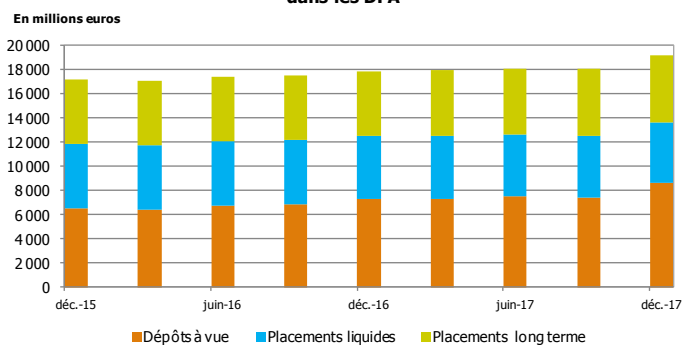
	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
La Réunion	14 494	7,3 %
Mayotte	626	13,8 %
Total océan Indien	15 119	7,6 %

Au 31 décembre 2017

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Total DOM	34 318	7,5 %

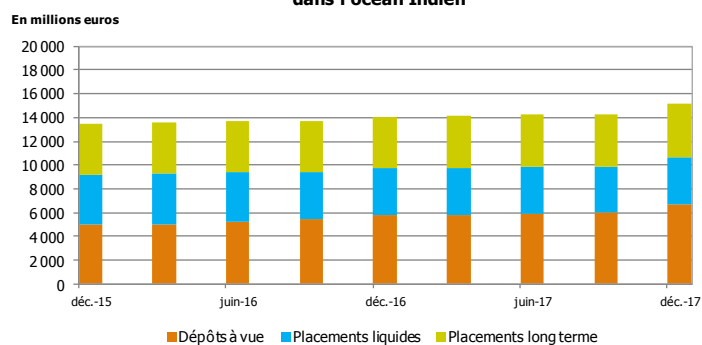
Par composante

Évolution des principales composantes des actifs financiers
dans les DFA



Source : SURFI

Évolution des principales composantes des actifs financiers
dans l'océan Indien



Source : SURFI

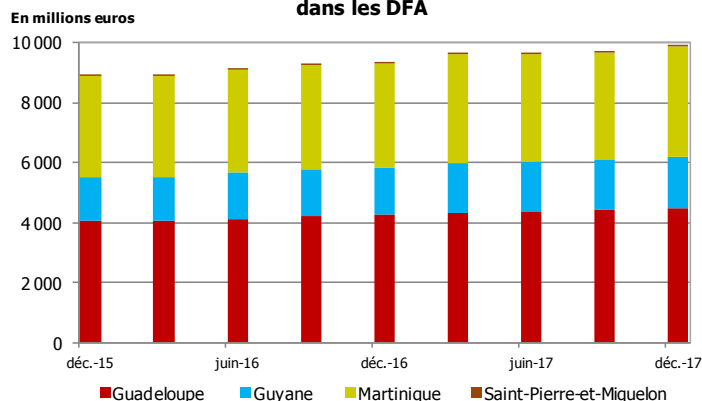
* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

1. Évolution des encours de crédits aux entreprises

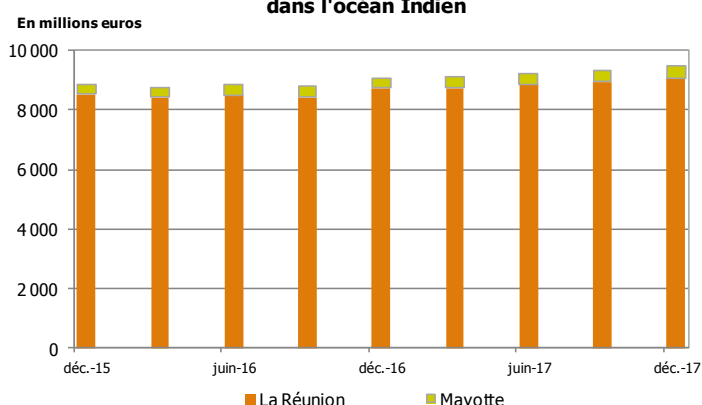
▪ Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans les DFA



Source : SURFI

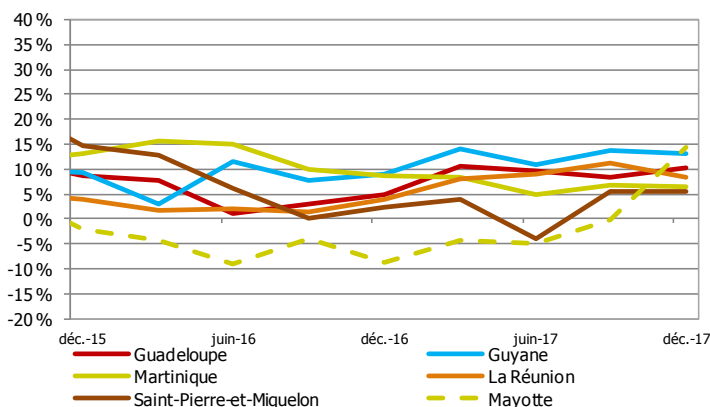
Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Indien



Source : SURFI

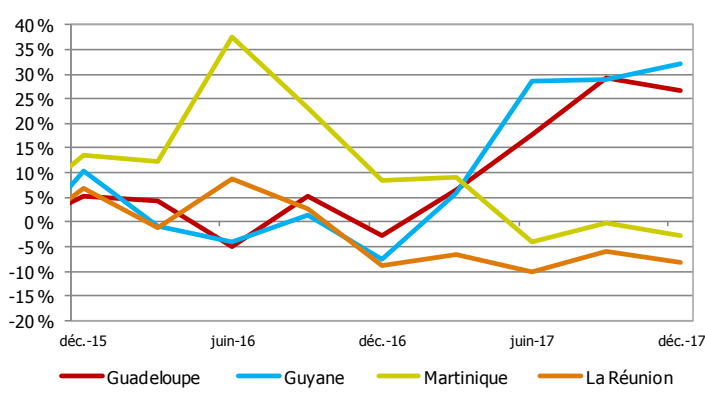
▪ Évolution des encours de crédits d'investissement et de trésorerie*

Évolution des crédits d'investissement (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits de trésorerie (en glissement annuel)



Source : SURFI

*Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ne sont pas systématiquement représentés dans les graphiques du fait de leurs forts taux de croissance.

Crédits totaux aux entreprises

	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	Montant en millions d'euros (dec-2017)
<i>En glissement annuel</i>										
Guadeloupe	2,7 %	2,5 %	2,2 %	3,6 %	4,6 %	7,1 %	6,3 %	4,6 %	5,6 %	4 496
Guyane	1,2 %	-1,1 %	4,6 %	5,6 %	6,5 %	12,9 %	8,0 %	7,9 %	8,7 %	1 693
Martinique	2,4 %	5,7 %	6,4 %	4,9 %	4,9 %	6,9 %	3,7 %	4,1 %	4,4 %	3 666
Saint-Pierre-et-Miquelon	7,5 %	6,8 %	4,3 %	3,1 %	8,0 %	10,3 %	-0,7 %	0,8 %	6,5 %	49
La Réunion	4,6 %	2,7 %	2,1 %	0,8 %	2,4 %	3,6 %	4,3 %	6,1 %	4,1 %	9 083
Mayotte	1,3 %	-0,2 %	-3,6 %	5,3 %	1,0 %	3,2 %	4,4 %	2,3 %	16,9 %	417

Crédits d'investissement aux entreprises

	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	Montant en millions d'euros (dec-2017)
<i>En glissement annuel</i>										
Guadeloupe	8,5 %	7,8 %	1,0 %	2,9 %	4,9 %	10,6 %	9,7 %	8,3 %	10,4 %	1 770
Guyane	9,3 %	3,1 %	11,4 %	7,8 %	8,9 %	14,2 %	10,9 %	13,7 %	13,2 %	601
Martinique	13,1 %	15,6 %	14,9 %	9,9 %	8,8 %	8,2 %	4,8 %	6,7 %	6,5 %	2 227
Saint-Pierre-et-Miquelon	14,7 %	12,7 %	6,0 %	0,3 %	2,4 %	3,9 %	-3,9 %	5,6 %	5,5 %	37
La Réunion	3,9 %	1,8 %	2,1 %	1,5 %	4,0 %	8,2 %	8,9 %	11,1 %	8,5 %	4 032
Mayotte	-2,2 %	-4,2 %	-9,1 %	-4,0 %	-8,9 %	-4,2 %	-5,1 %	-0,2 %	14,3 %	277

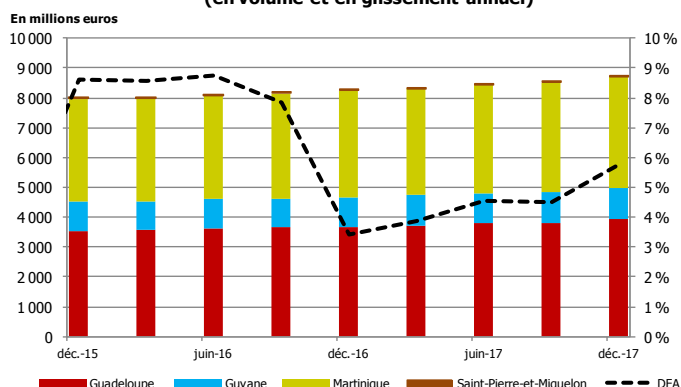
Crédits de trésorerie aux entreprises

	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	Montant en millions d'euros (dec-2017)
<i>En glissement annuel</i>										
Guadeloupe	4,1 %	-5,1 %	5,4 %	-2,8 %	6,6 %	17,8 %	29,2 %	26,6 %	25,1 %	169
Guyane	-0,9 %	-4,0 %	1,4 %	-7,7 %	5,8 %	28,5 %	28,8 %	32,0 %	23,7 %	44
Martinique	12,2 %	37,6 %	23,0 %	8,4 %	8,9 %	-4,0 %	-0,3 %	-2,8 %	-3,1 %	190
Saint-Pierre-et-Miquelon	-60,7 %	-55,9 %	-69,6 %	-37,4 %	160,2 %	148,8 %	184,0 %	167,1 %	61,4 %	4
La Réunion	-1,2 %	8,8 %	2,6 %	-8,8 %	-6,8 %	-10,3 %	-5,8 %	-8,2 %	-9,2 %	499
Mayotte	21,8 %	13,1 %	17,7 %	39,6 %	34,7 %	32,4 %	44,2 %	-0,1 %	-6,0 %	22

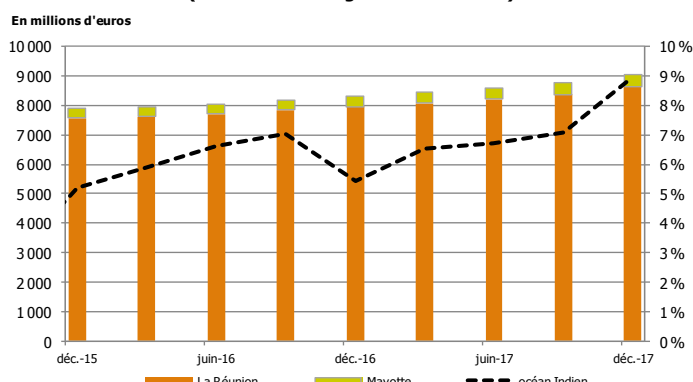
LE FINANCEMENT DES MÉNAGES

▪ Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux ménages dans les DFA (en volume et en glissement annuel)



Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Indien (en volume et en glissement annuel)

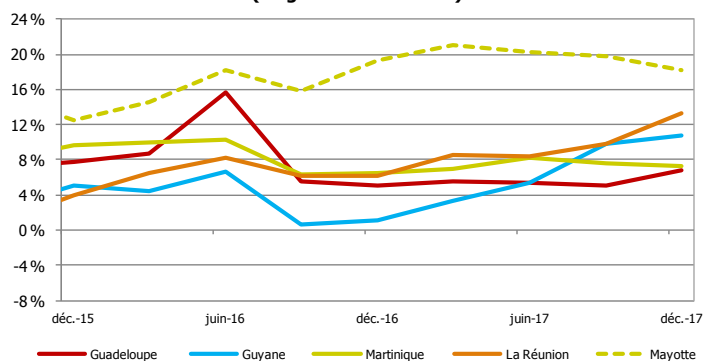


Source : SURFI

Source : SURFI

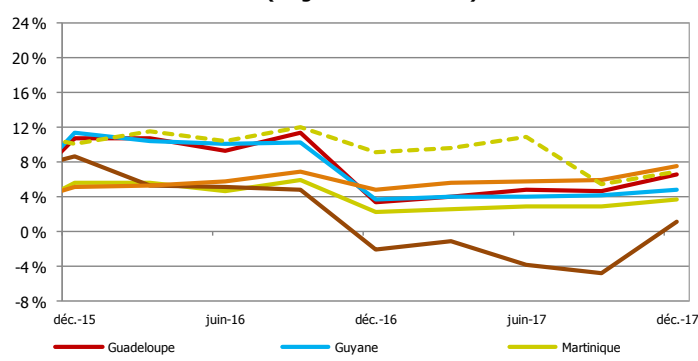
Évolution des encours crédits à la consommation et à l'habitat

Évolution des crédits à la consommation (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits à l'habitat (en glissement annuel)



Source : SURFI

Crédits totaux aux ménages

	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	9,9 %	10,1 %	11,2 %	9,5 %	3,7 %	4,3 %	5,0 %	4,8 %	6,7 %
Guyane	10,3 %	9,4 %	9,4 %	8,4 %	3,0 %	3,7 %	4,3 %	5,3 %	6,2 %
Martinique	6,8 %	6,9 %	6,2 %	6,1 %	3,4 %	3,7 %	4,4 %	4,2 %	4,8 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	10,1 %	5,7 %	4,8 %	3,8 %	-3,8 %	-0,8 %	-2,9 %	-3,2 %	2,5 %
La Réunion	5,0 %	5,6 %	6,3 %	6,8 %	5,1 %	6,2 %	6,3 %	6,8 %	8,8 %
Mayotte	11,2 %	13,0 %	14,1 %	13,7 %	14,0 %	15,0 %	15,5 %	12,4 %	12,5 %

Montant en millions d'euros (dec-2017)
3 926
1 065
3 727
103
8 648
409

Crédits à l'habitat

	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	10,8 %	10,7 %	9,4 %	11,3 %	3,4 %	4,0 %	4,9 %	4,7 %	6,6 %
Guyane	11,4 %	10,5 %	10,1 %	10,3 %	3,8 %	4,0 %	4,0 %	4,2 %	4,9 %
Martinique	5,6 %	5,7 %	4,7 %	6,0 %	2,3 %	2,5 %	2,9 %	2,9 %	3,7 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	8,6 %	5,4 %	5,1 %	4,8 %	-2,0 %	-1,1 %	-3,9 %	-4,7 %	1,1 %
La Réunion	5,1 %	5,3 %	5,7 %	6,9 %	4,9 %	5,6 %	5,7 %	6,0 %	7,5 %
Mayotte	10,1 %	11,5 %	10,4 %	12,0 %	9,2 %	9,7 %	11,0 %	5,4 %	6,9 %

Montant en millions d'euros (dec-2017)
2 717
860
2 652
84
6 699
197

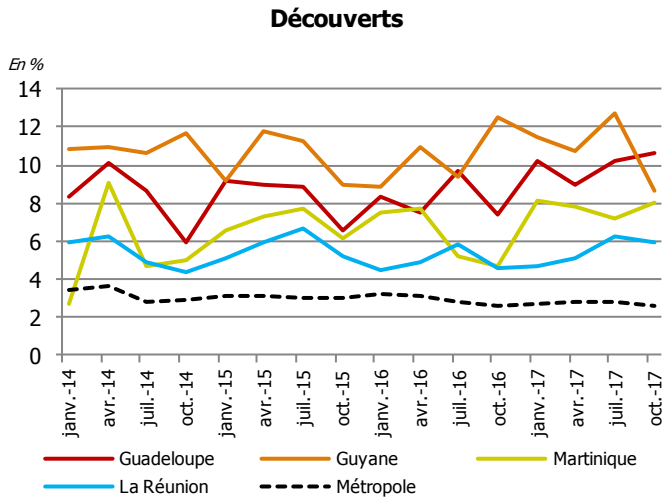
Crédits de consommation

	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	7,8 %	8,6 %	15,6 %	5,6 %	5,1 %	5,6 %	5,4 %	5,0 %	6,7 %
Guyane	5,0 %	4,4 %	6,7 %	0,7 %	1,0 %	3,3 %	5,3 %	9,8 %	10,8 %
Martinique	9,7 %	9,9 %	10,3 %	6,4 %	6,6 %	6,9 %	8,3 %	7,6 %	7,3 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	16,6 %	7,4 %	3,5 %	-1,0 %	-11,1 %	0,5 %	1,8 %	3,8 %	9,1 %
La Réunion	3,9 %	6,5 %	8,3 %	6,1 %	6,2 %	8,6 %	8,4 %	9,8 %	13,3 %
Mayotte	12,4 %	14,6 %	18,2 %	15,8 %	19,3 %	21,0 %	20,2 %	19,7 %	18,3 %

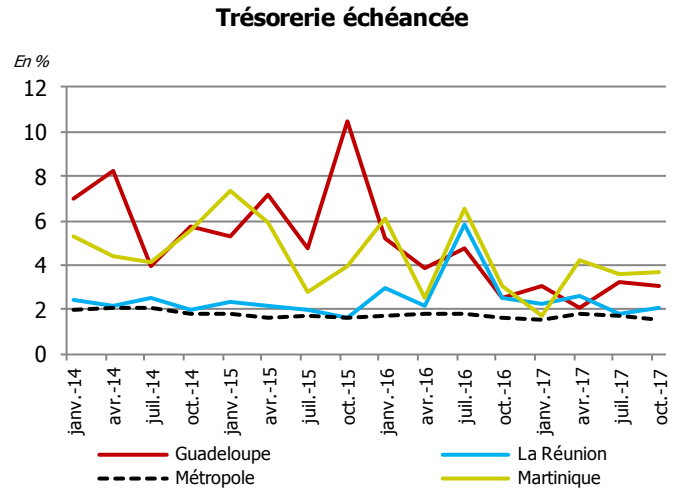
Montant en millions d'euros (dec-2017)
1 205
202
1 071
20
1 939
211

ÉVOLUTION DES TAUX DES CRÉDITS

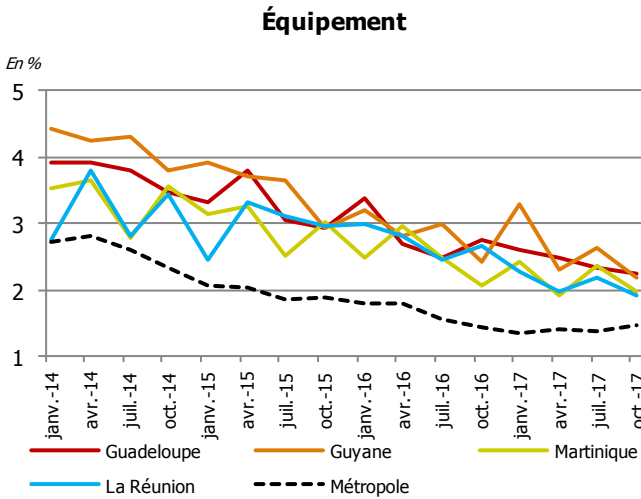
1. Évolution des taux des crédits aux entreprises



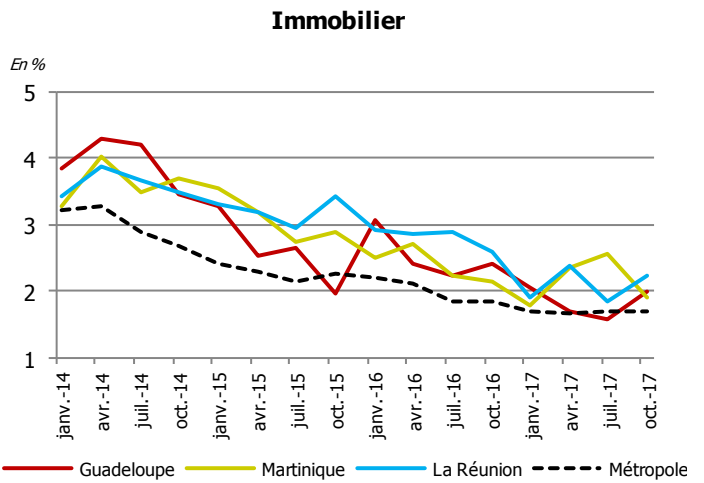
Sources : Iedom, Banque de France



Sources : Iedom, Banque de France

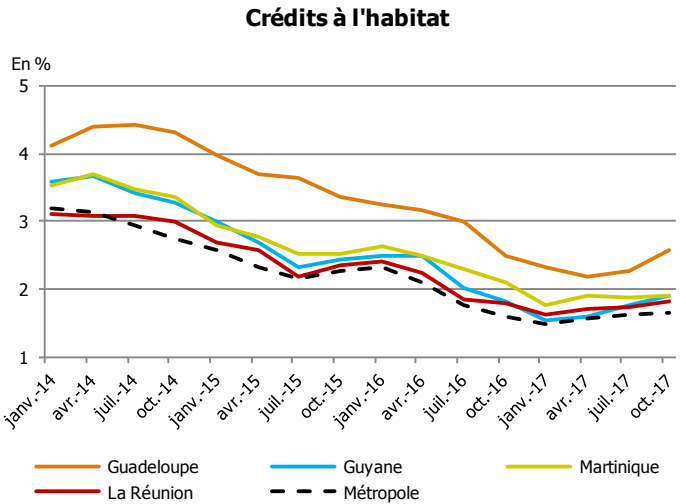
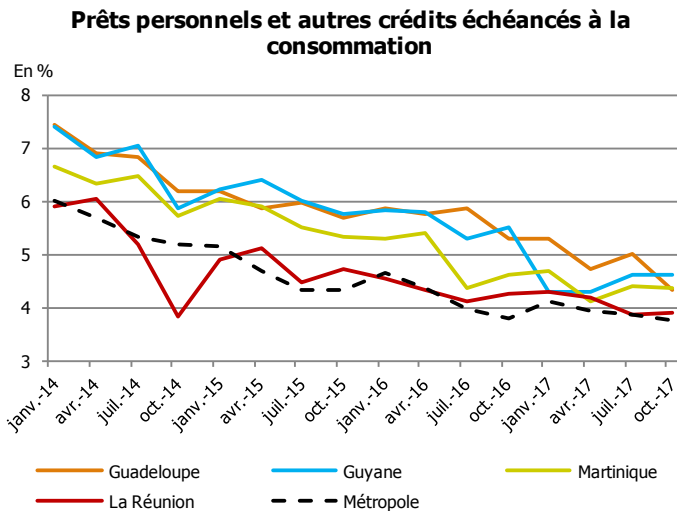


Sources : Iedom, Banque de France



Sources : Iedom, Banque de France

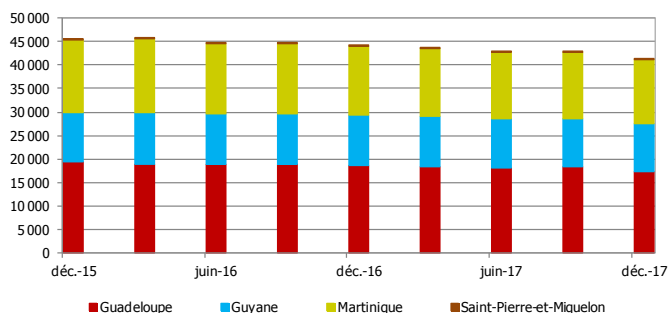
2. Évolution des taux des crédits aux particuliers



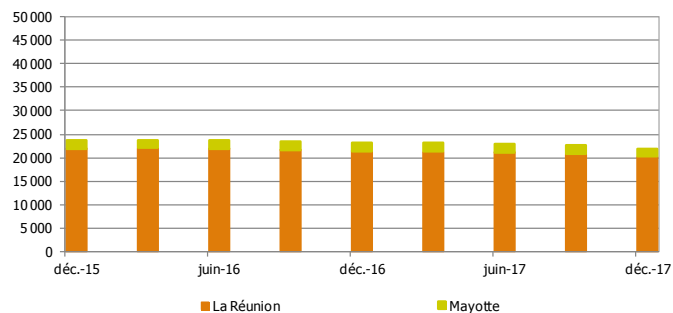
LES INDICATEURS DE VULNÉRABILITÉ

Ménages

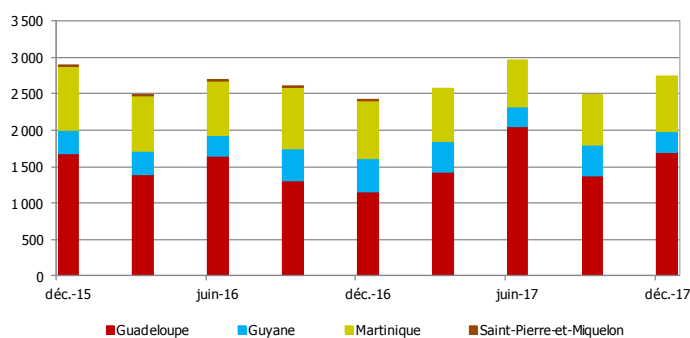
Personnes physiques en interdiction bancaire dans les DFA



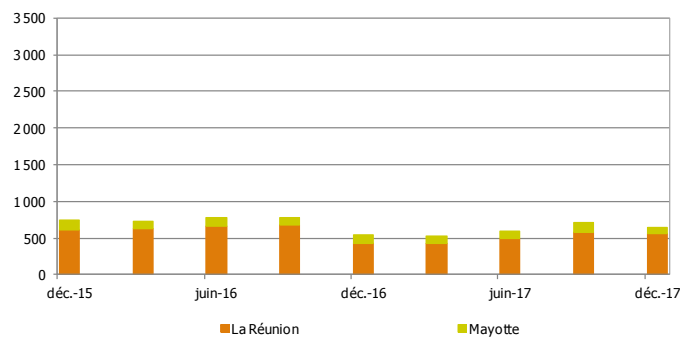
Personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Indien



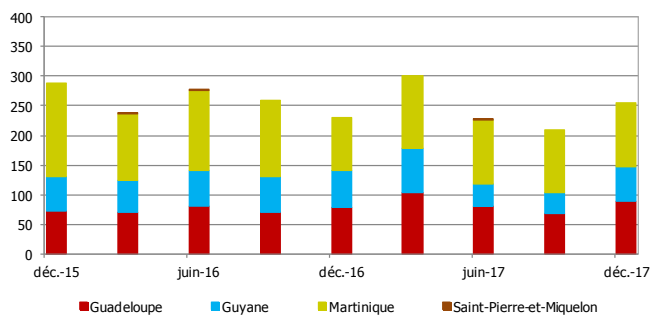
Retraits de cartes bancaires dans les DFA (nombre de retraits au cours du trimestre)



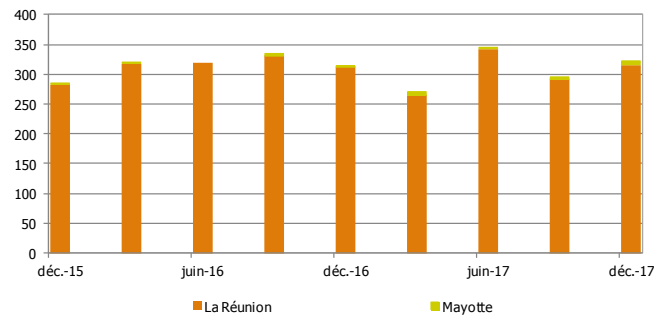
Retraits de cartes bancaires dans l'océan Indien (nombre de retraits au cours du trimestre)



Dossiers de surendettement dans les DFA (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

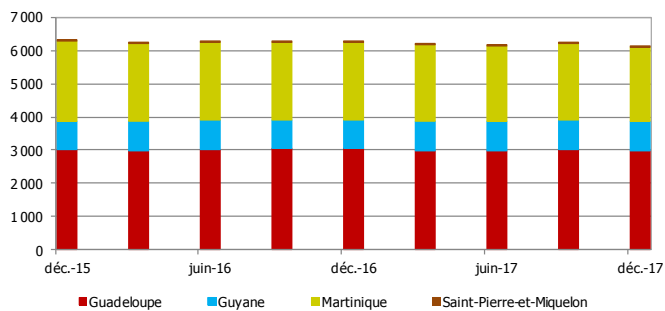


Dossiers de surendettement dans l'océan Indien (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

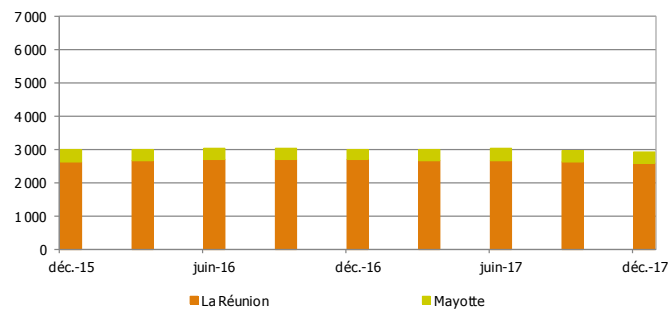


Entreprises

Personnes morales en interdiction bancaire dans les DFA

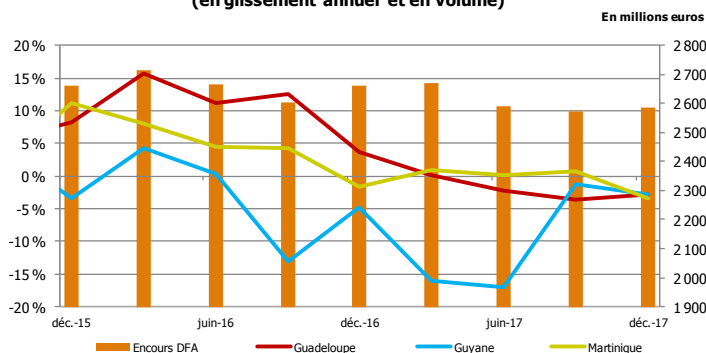


Personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Indien



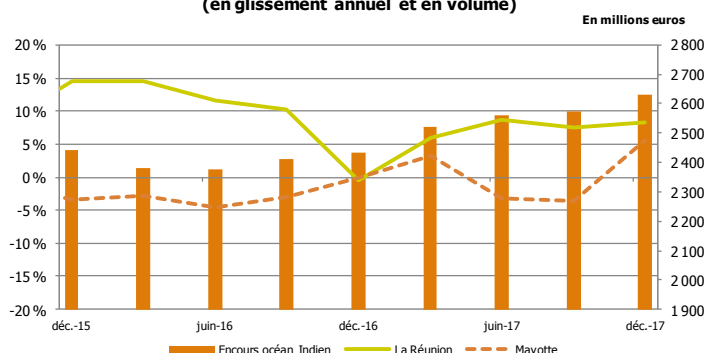
LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Évolution des crédits aux collectivités locales dans les DFA
(en glissement annuel et en volume)



Source : SURFI

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Indien
(en glissement annuel et en volume)



Source : SURFI

Crédits aux collectivités locales

Au 31 décembre 2017

	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	8,2 %	15,8 %	11,2 %	12,6 %	3,7 %	0,2 %	-2,2 %	-3,6 %	-2,8 %
Guyane	-3,4 %	4,4 %	0,3 %	-13,1 %	-4,9 %	-16,0 %	-17,0 %	-1,3 %	-2,8 %
Martinique	11,1 %	8,0 %	4,5 %	4,2 %	-1,6 %	1,0 %	0,2 %	0,6 %	-3,4 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	-21,9 %	3,3 %	4,0 %	10,7 %	20,9 %	34,2 %	43,8 %	35,2 %	24,3 %
La Réunion	14,6 %	14,5 %	11,6 %	10,2 %	-0,4 %	5,9 %	8,7 %	7,5 %	8,3 %
Mayotte	-3,4 %	-2,8 %	-4,6 %	-3,1 %	-0,1 %	3,3 %	-3,2 %	-3,6 %	5,5 %

Montant en millions d'euros	Part dans les crédits totaux en %
1 025	10,0 %
320	9,5 %
1 218	12,5 %
22	11,8 %
2 473	11,3 %
157	14,0 %

MÉTHODOLOGIE

Les **crédits** présentés concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL).

Les **actifs** présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès des ECIL uniquement.

Les données relatives à la Guadeloupe incluent les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Les **taux des crédits** utilisés dans cette note sont des taux effectifs au sens étroit (TESE). Ceux-ci sont des taux actuariels annualisés, correspondant à la composante d'intérêt du Taux Effectif Global (TEG) ou, dit autrement, au TEG diminué des charges qui ne sont pas des intérêts au sens comptable du terme. Les taux moyens publiés sont calculés en pondérant les taux collectés par les montants de crédit correspondants.

Concernant les **taux des crédits aux entreprises**, les « découverts » rassemblent des découverts stricto sensu ainsi que les crédits permanents. La catégorie « escompte » regroupe l'escompte au sens strict, les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales. La « trésorerie échancée » correspond à l'ensemble des instruments de trésorerie hors découverts et escompte. La catégorie « Immobilier » regroupe les prêts immobiliers classiques, ainsi que le crédit-bail immobilier. Les « crédits d'équipement » regroupent les crédits à l'équipement aidés ainsi que les autres crédits à l'équipement. Enfin, les « Autres crédits d'investissement », comprennent les autres crédits à la clientèle, les prêts subordonnés, ainsi que le crédit-bail mobilier.

La méthodologie de l'enquête sur le coût du crédit aux entreprises a évolué en 2017. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours de chaque trimestre aux sociétés non financières, les entrepreneurs individuels étant exclus de cette analyse. Les séries ne sont donc plus comparables avec celles publiées auparavant.

S'agissant des **taux des crédits aux particuliers**, les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des crédits à l'habitat des ménages et ce quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT). Les « découverts » incluent toutes les utilisations de découvert enregistrées au cours d'un mois de référence ainsi que les crédits de trésorerie non échancés (crédits permanents ou revolving). Le montant déclaré est le montant débiteur moyen constaté au cours du mois de référence. Les « prêts personnels » incluent, en plus des prêts personnels, les financements de ventes à tempérament et les prêts sur carte de crédit.